



ORN 2a

Mise au point du périmètre d'entretien

Feuille d'information ORN art. 2a Chaussée et mobilité douce

20081030_Faktenblatt_UH-Peri_2a_-_Strassenkörper_u._Langsamverkehr_(H421-0240)_f_Stand per 1.1.2018.doc

Berne, le 16.04.2008 Shj/Jul (Etat au 1.1.2018)

Bases légales	
Art. 2 ORN Parties intégrantes des routes nationales	<p>Font partie des routes nationales, compte tenu de la forme de leur aménagement et des exigences découlant d'impératifs techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> la chaussée (let. a); les jonctions, y compris les tronçons de raccordement rejoignant la prochaine route cantonale, régionale ou locale importante, pour autant que ceux-ci servent principalement au trafic à destination de la route nationale, ainsi que les intersections et giratoires (let.c); <p>Les installations de la mobilité douce ne sont pas mentionnées dans la liste exhaustive.</p>
Art. 8 OUMin Entretien	<p>Al. 1. Sont englobées dans les frais d'entretien les dépenses liées:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. aux parties intégrantes des routes nationales énumérées à l'art. 2 de l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN), à l'exception des installations annexes ; b. aux autres installations qui sont au service des routes nationales. <p>Les installations de la mobilité douce ne font donc en principe pas partie des routes nationales et ne peuvent donc pas non plus être qualifiées d'installations au service des routes nationales.</p>
Mise en oeuvre technique	
Périmètre d'entretien	<p>Le périmètre d'entretien désigne tous les objets des routes nationales dont la Confédération, en vertu de l'art. 8 OUMin, prend en charge les frais d'entretien (let. a) ou participe à l'entretien (let. b).</p> <p>L'Office fédéral des routes a défini dans une feuille d'information l'interprétation des bases légales et les règles de leur mise en œuvre.</p>

Bundesamt für Strassen ASTRA
Hans-Jörg Schlegel
Postadresse: 3003 Bern
Standortadresse: Mühlestrasse 2, 3063 Ittigen
Tel. +41 31 322 48 99, Fax +41 31 323 80 76
hans-joerg.schlegel@astra.admin.ch
www.astra.admin.ch

Evaluation de la fonction technique	L'évaluation des différents éléments des routes nationales et des exigences découlant d'impératifs techniques s'effectue conformément aux principes de la feuille d'information "Généralités". Toutes les évaluations concernant l'appartenance au périmètre d'entretien obéissent aux considérations suivantes:	
Installations de la mobilité douce sur les routes nationales de 1 ^{ère} et de 2 ^{ème} classe		
Les routes nationales de 1 ^{ère} et de 2 ^{ème} classe ne sont pas accessibles à la mobilité douce. Cette section ne concerne donc que les parties des routes nationales selon art. 2, let. c ORN (les jonctions, y compris les tronçons de raccordement rejoignant la prochaine route cantonale, régionale ou locale importante, pour autant que ceux-ci servent principalement au trafic à destination de la route nationale, ainsi que les intersections et giratoires).		
Thème	Position de l'OFROU	Motifs
Bande cyclable	Les bandes cyclables appartiennent structurellement à la chaussée et n'en sont pas séparables. En vertu de l'art. 2 ORN, elles sont donc également dans le périmètre d'entretien et font partie des routes nationales.	Sur la chaussée, les bandes cyclables ne sont délimitées que par des marquages.
Pistes cyclables	Les éventuelles pistes cyclables parallèles aux jonctions ou aux tronçons de raccordement au sens de l'art. 2 let. c ORN (y compris desserte) ne sont pas reprises. Elles ne sont pas inséparables de la chaussée et ne font donc pas partie du périmètre d'entretien des routes nationales.	Elles doivent si possible être séparées de la parcelle des routes nationales.
Trottoirs	<u>Principe:</u> Les trottoirs ne sont pas non plus inséparables de la chaussée et doivent donc également être exclus du périmètre. <u>Remarque:</u> Dans des cas dûment justifiés, il est possible de diverger de ce principe dans l'intérêt d'une solution praticable. Cela implique une convention spécifique réglant la propriété. Dans ce cas, il y a lieu en cas de projets futurs d'entretien ou d'extension de chercher à appliquer le principe. En cas de reprise de tronçon dans le cadre de NAR au 01.01.2020 s'appliquent en règle générale les résultats des négociations NAR des années 2012/2013 protocolés et signés par les parties.	
Installations de la mobilité douce sur les routes de 3 ^{ème} classe		
Thème	Position de l'OFROU	Motifs
Principe	En principe, les installations de mobilité douce en site propre (trottoirs et pistes cyclables) ne peuvent faire partie intégrante des routes nationales que lorsque ce type de déplacement n'est pas autorisé sur la route nationale pour des raisons de sécurité et qu'il n'existe aucune autre alternative raisonnable pour ce type de déplacement.	Les routes nationales de 3 ^e classe sont ouvertes à tous les usagers (art. 4 LRN). Certaines catégories d'usagers peuvent se voir refuser l'accès à ces routes, lorsqu' il existe une route parallèle ouverte au trafic local et régional. Les routes nationales de 3 ^e classe doivent également être aménagées de sorte qu'elles puissent absorber sans problème le trafic qui y circule.

		Lorsque la Confédération souhaite interdire à certaines catégories de véhicules et/ou aux piétons d'utiliser une route nationale de 3 ^e classe, elle est obligée, là où il n'existe pas d'autres routes adéquates (p. ex aux cols du Brünig et du Simplon), de mettre à la disposition des usagers de mobilité douce l'infrastructure dont ils ont besoin. Dans ce cas, les installations de mobilité douce en site propre font partie des routes nationales.
Tronçons de raccordement des jonctions	Les réglementations applicables à ces tronçons concernent exclusivement les installations de mobilité douce en site propre situées le long des routes nationales de 3 ^e classe, répertoriées dans l'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales.	Ne tombent pas sous le coup de ces réglementations les installations de mobilité douce en site propre situées sur les <i>tronçons de raccordement</i> visés à l'art. 2, let. c, ORN, étant donné que ces derniers ne sont pas des routes nationales de 3 ^e classe (voir section « installations de la mobilité douce sur les routes de 1 ^{ère} et de 2 ^{ème} classe »).
A l'intérieur des localités (Tronçons compris entre les panneaux d'entrée et de sortie des localités)	A l'intérieur des localités, seules les chaussées (sans trottoir, piste cyclable ou chemin piétonnier) sont considérées comme faisant partie des routes nationales.	À l'intérieur des localités, il existe toujours d'autres cheminements tels que trottoirs, pistes cyclables, etc.
A l'extérieur des localités (Tronçons qui ne sont pas compris entre les panneaux d'entrée et de sortie des localités)	Une installation de mobilité douce (chemin piétonnier ou piste cyclable) en site propre parallèle à la chaussée fait partie intégrante des routes nationales, lorsque (cumulatif) <ul style="list-style-type: none"> ▪ il existe sur la chaussée une interdiction d'utilisation pour certaines catégories d'usagers (par ex. cyclistes ou piétons) et ▪ ces zones de circulation parallèles ont été créées pour des raisons de sécurité (rapport fonctionnel entre l'installation de mobilité douce et la chaussée destinée au trafic automobile) et ▪ lors de la construction de l'installation de mobilité douce parallèle on n'a pas trouvé d'autres alternatives adéquates pour une installation de mobilité douce. 	Cf. motifs principe.
Cas spécial : route de contournement	Même si une autre route adéquate passe par une localité, la piste cyclable ou le chemin pour piétons construit le long d'une route de contournement peut faire partie intégrante des routes nationales dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▪ la piste cyclable ou le chemin pour piétons étaient déjà prévus lors de la construction de la route, pour des raisons de sécurité ou ▪ la piste cyclable ou le chemin pour piétons ont été construits ultérieu- 	Pour ce qui est des routes de contournement de localités, les itinéraires alternatifs existants sont généralement d'anciennes routes traversant le village. Ces cheminements ne font pas partie intégrante des routes nationales. Ceci peut, dans les deux cas, être considéré autrement (comme exception), lorsque pour des raisons de sécurité la construction ultérieure d'ouvrages supplémentaires s'avère

	rement pour des raisons de sécurité.	nécessaire. Dans ce cas, ces ouvrages font partie intégrante des routes nationales.
Remise d'installations de mobilité douce à des cantons ou à des communes	Il est envisageable que la Confédération remette aux cantons et aux communes les installations de mobilité douce en site propre par le biais d'une convention.	Ce transfert peut être intégral (transfert de propriété) ou partiel (entretien courant effectué sur mandat).
Justifications juridiques en cas de divergence		
Cas possibles selon feuille d'information Généralités sur l'art. 8 OUMin :	Divergence du canton concernant la mise au point du périmètre d'entretien :	
Cas A	<p><u>L'OFROU veut désigner un objet comme élément des routes nationales, le canton ne le veut pas.</u></p> <p>Argumentation OFROU: <u>L'objet en fait partie intégrante selon l'art. 2 ORN,</u> Conséquence: transfert de la propriété et intégration dans le périmètre d'entretien Conséquence: art. 8, al. 1, let. a OUMin (entretien en principe fédéral à 100%), sous réserve de la participation de tiers aux coûts en cas d'utilisation commune.</p>	
Cas B	<p><u>Le canton veut désigner un objet comme élément des routes nationales, l'OFROU ne le veut pas.</u></p> <p>Argumentation OFROU: <u>L'objet n'en fait pas partie intégrante selon l'art. 2 ORN,</u> Conséquence: l'ar. 8, al. 1, let. a OUMin n'est pas applicable; Conséquence: décision négative concernant la propriété, pas d'intégration dans le périmètre d'entretien.</p>	
Cas C	<p><u>L'OFROU veut intégrer un objet dans le périmètre d'entretien des RN.</u></p> <p>Argumentation OFROU: <u>L'objet ne fait certes pas partie intégrante des RN en vertu de l'art. 2 ORN mais il est au service des RN en vertu de l'art. 8, al. 2, let. b OUMin</u> Conséquence: intégration dans le périmètre d'entretien, utilisation commune et participation à l'entretien fixée par un contrat.</p>	
Cas D	<p><u>Le canton veut faire entrer un objet dans le périmètre d'entretien des RN, l'OFROU ne le veut pas.</u></p> <p>Argumentation OFROU: <u>L'installation n'est pas au service des RN en vertu de l'art. 8, al. 1, let. b OUMin,</u> Conséquence: l'ar. 8, al. 1, let. a OUMin n'est pas applicable; Conséquence: décision négative concernant l'entretien, objet non repris dans le périmètre d'entretien.</p>	